Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 33 (1996)
Heft: 1281

Rubrik: Chômage

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Perspectives planétaires: explorer plutôt que protéger

En Suisse le phénomène du chômage s'est imposé sur l'agenda politique depuis quelques années seulement. Dans les pays industrialisés par contre, le chômage progresse dès le début des années 70, rappelle le dernier rapport du Bureau international du travail (BIT) consacré à la situation de l'emploi dans le monde. Si les statistiques nationales vous dépriment, consultez ce rapport qui distille un optimisme global.

Le BIT observe que la croissance économique reste la condition première de la création d'emplois. L'augmentation du chômage est due à un taux de croissance insuffisant qui ne permet pas d'absorber intégralement une demande de travail en constante hausse. En effet, le taux des actifs parmi la population en âge de travailler a augmenté dans la presque totalité des pays de l'OCDE au cours des 35 dernières années, la Suisse en tête avec 82,7% d'actifs. Un démenti à l'idée que le progrès technique détruit le travail.

Contre les idées préconçues

Le BIT met à mal une autre idée reçue, celle qui voit dans la globalisation de l'économie l'une des causes du chômage. Seuls 10 à 20% des emplois sont directement liés au commerce mondial et aux flux internationaux de capitaux. Un constat qu'il faut pourtant tempérer, car les gigantesques marchés intérieurs des Etats-Unis, de la Chine et de l'Inde notamment contribuent fortement à cette faible proportion. Les experts du BIT considèrent que la politique de l'emploi reste l'apanage des Etats nationaux, beaucoup moins privés de leurs attributs de souveraineté qu'on ne le croit.

Les transferts massifs de places de travail dus aux délocalisations d'entreprises ne sont pas confirmés par les données disponibles. Au contraire, l'ouverture des marchés a contribué à la création d'emplois et la libéralisation de l'économie, si elle implique un coût social élevé à court et à moyen terme, est de loin préférable, en terme d'emploi, au protectionnisme. C'est pourquoi le BIT préconise des mesures sociales actives pour accompagner les mutations économiques plutôt qu'une politique passive qui se limite à une aide financière aux chômeurs. *jd*

ILO, *World Employment* 1996/97, «National Policies in a Global Context», Genève, 1996.

La responsabilité sociale paie

Trop souvent les entreprises externalisent leurs coûts sociaux. L'assurance chômage prend en charge le prix des restructurations et l'assurance maladie ou l'assurance invalidité celui de la course à la productivité qui laisse les plus faibles sur le carreau. D'où les appels de plus en plus fréquents à la responsabilité sociale des entrepreneurs. Des appels qui risquent bien de n'être guère entendus s'ils ne parviennent pas à forcer la logique des acteurs économiques. C'est du moins à cette conclusion que parvient une étude commandée par la fondation Renaissance de Delémont et récemment présentée à Neuchâtel. Combattre les symptômes ne suffit plus, ne serait-ce que parce que l'Etat ne pourra plus financer les réparations sociales dont on le charge. C'est donc aux causes des dégâts sociaux qu'il faut s'attaquer. Après Greenpeace, Socialpeace, une organisation qui appellera au boycott des entreprises antisociales? Les Etats-Unis connaissent déjà des guides d'achat qui évaluent les entreprises en fonction de leurs comportements écologiques et socioculturels. Face à des consommateurs avertis, les producteurs sont contraints de concevoir leurs profits dans un sens plus large que le seul bénéfice à court terme. L'image dont ils bénéficient dans le public devient un facteur décisif de succès. *jd*

Basler Zeitung, 4 décembre 1996

Médias

Roger de Diesbach dans *La Liberté* (7.11.96) sur la manifestation contre la fermeture de «Cardinal»: «Bon enfant cette «manif» même si, durant les discours dénonçant les requins des superbénéfices, là-haut, sur son nuage accroché entre l'évêché et l'hôpital des Bourgeois, Karl Marx, parfois, souriait». *cfp*